



Pour découvrir  
le monde et ses cultures

Chypre : une histoire conflictuelle

François Crouzet

Professeur émérite à l'université Paris IV-Sorbonne

*La partition de Chypre que nous connaissons encore aujourd'hui est le résultat d'une histoire mouvementée et complexe due à sa position géostratégique en Méditerranée. D'un peuplement grec originel, la conquête ottomane introduisit un peuplement turc, ce qui a contribué à dresser la Grèce et la Turquie l'une contre l'autre. François Crouzet nous relate l'histoire de cette île dont le destin pourrait encore une fois basculer si était acceptée sa candidature de membre de l'Union européenne.*

### ***Les origines helléniques de Chypre***

Troisième par la superficie des îles de la Méditerranée, Chypre est proche des côtes de l'Asie occidentale, mais le fait fondamental de son histoire est son caractère hellénique. Des Grecs s'y installèrent au XII<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ et à l'époque classique (V-IV<sup>e</sup> siècles), l'île était complètement hellénisée. Elle l'est restée : les quatre-cinquièmes de la population, sept cent cinquante mille habitants, parlent grec, ont une culture et un genre vie grecs et pour religion, l'Église grecque orthodoxe, qui est autocéphale, ayant été fondée par l'apôtre Barnabé. Cette hellénicité de Chypre s'est maintenue au cours des siècles, bien que l'île ait été soumise en leurs temps aux divers empires qui ont dominé la Méditerranée orientale, des Assyriens aux Ottomans et plus récemment aux Britanniques.

### ***L'époque « franque »***

Du VII<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle de notre ère, Chypre fut l'objet de disputes entre les Arabes et les Byzantins, puis en 1191, Richard Cœur de Lion, roi d'Angleterre, en route pour la troisième croisade, s'en empara ; mais il la céda en 1192 au roi de Jérusalem, dépossédé par Saladin, Guy de Lusignan. Ainsi, une dynastie d'origine poitevine régna près de deux siècles sur Chypre. De cette époque « franque », datent les cathédrales gothiques de Nicosie et de Famagouste, transformées en mosquées depuis, et l'abbaye de Bellapaix. En 1489, la reine de Chypre qui était vénitienne, veuve de l'avant-dernier roi, céda l'île à la République de Venise.

### ***La conquête ottomane***

Mais la période vénitienne de Chypre ne dura pas un siècle : en 1570-1571, l'île fut conquise par les Turcs ottomans, qui la gouvernèrent trois siècles, avec le mélange de négligence et de brutalité qui caractérisa partout leur domination. L'installation d'une partie de l'armée qui avait fait la conquête et l'immigration venue d'Anatolie créèrent une communauté turque, de langue turque et de religion musulmane, qui forme aujourd'hui environ 18 % de la population.

### ***Chypre, colonie britannique***

Nouveau changement en 1878 : à la suite de la guerre d'Orient entre Russie et Turquie, la Grande-Bretagne se fit céder l'administration de Chypre par l'empire ottoman : elle voulait en faire

une « place d'armes », à partir de laquelle les forces britanniques pourraient secourir les Turcs en cas d'agression russe. En fait, en 1915, l'Angleterre se trouva en guerre contre la Turquie et annexa l'île, qui devint colonie britannique. Le régime anglais fut bénéfique, assurant l'ordre, une administration et une justice honnêtes, des progrès économiques et sanitaires dont l'éradication de la malaria. Un conseil législatif fut créé et les Cypriotes jouirent d'une certaine autonomie.

Mais les Britanniques se heurtèrent aux revendications de la population grecque, non qu'elle ait réclamé l'indépendance – comme dans bien d'autres colonies – mais parce qu'elle souhaitait l'*Enosis*, ou union, avec la Grèce, aspiration qui s'était éveillée depuis que cette dernière était devenue un État indépendant en 1830. C'est ce qui fait la spécificité du mouvement « national » à Chypre ; une autre particularité fut que ce mouvement fut dirigé par l'Église orthodoxe. Les étrangers en furent surpris, mais c'était conforme à la tradition ottomane, qui faisait des chefs des communautés religieuses les interlocuteurs du pouvoir turc ; l'archevêque de Chypre était l'ethnarque, c'est-à-dire le chef de la nation grecque ; l'Église était la plus puissante des forces politiques de l'île. L'enseignement renforça ces tendances : il était donné aux enfants grecs en grec, selon des modèles venus de Grèce et il enseignait que les Cypriotes étaient grecs.

### *Le mouvement national à Chypre*

Le mouvement national des Grecs de Chypre a donc des racines profondes, mais il resta longtemps pacifique, mis à part de sérieuses émeutes en 1931. En revanche, il reprit vigoureusement après la seconde guerre mondiale, stimulé par les promesses de liberté pour les peuples colonisés que contenaient la Charte de l'Atlantique et celle des Nations unies, puis par la décolonisation dans l'Empire Britannique. Mais le gouvernement de Londres n'était nullement disposé à céder Chypre à la Grèce et il devait même déclarer maladroitement que l'île ne pourrait jamais exercer le droit d'autodétermination. Cette attitude intransigeante contraste avec la politique libérale de décolonisation que suivit en général l'Angleterre ; elle s'explique par des raisons stratégiques liées à la guerre froide. Avec le retrait de Palestine, puis d'Égypte, des troupes britanniques, Chypre était devenue le seul territoire britannique proche du Moyen-Orient, une sorte d'immense porte-avions, qui permettait de lancer des opérations dans cette région, en cas d'attaque soviétique ou de menaces contre les intérêts pétroliers de l'Angleterre. On considérait à Londres que le maintien de la souveraineté britannique sur l'ensemble de l'île était nécessaire pour la sécurité et l'efficacité des bases militaires qui y furent établies. L'existence à Chypre d'un fort parti communiste, la méfiance envers la Grèce, pays instable, l'idée que la Turquie, pilier de l'aide droite de l'OTAN, s'opposerait à l'*Enosis*, tout cela ne pouvait que renforcer l'intransigeance britannique devant les revendications enosisistes. Cependant, afin de désarmer les nationalistes, le gouvernement anglais offrit aux Cypriotes, en 1948, et à nouveau en 1954, une constitution, qui aurait accordé à l'île une large autonomie. Mais l'Église et les nationalistes refusèrent d'emblée, en proclamant : « l'*Enosis* » et rien que « l'*Enosis* ».

Le conflit de Chypre – ou plutôt le « premier » conflit – fut donc au départ un conflit « colonial », avec la spécificité que l'on a indiquée. Mais il allait s'internationaliser d'une part, devenir violent de l'autre.

### *Vaine demande d'autodétermination de l'île*

En janvier 1950, l'Église avait organisé un « plébiscite » officieux, par lequel 96 % de la communauté grecque avait réclamé l'*Enosis*. Mais les Britanniques refusèrent de le prendre au sérieux. Le nouvel archevêque, Mgr Makarios III – une forte personnalité, d'une intelligence et d'une habileté remarquables – résolut alors de rechercher l'appui du gouvernement grec, en lui demandant d'agir auprès des Britanniques en faveur de l'*Enosis* et en cas d'échec de porter le problème de Chypre devant les Nations unies. Le gouvernement d'Athènes résistait avec l'Angleterre, l'un des principaux membres de l'Alliance atlantique, dont dépendait la sécurité de la

Grèce. Il se serait contenté d'une vague promesse d'autodétermination pour Chypre dans l'avenir, mais les dirigeants Britanniques repoussèrent toute discussion. Pressé par son opinion publique, le gouvernement grec céda finalement en 1954 et demanda aux Nations unies que Chypre puisse exercer son droit d'autodétermination ; mais l'Assemblée générale refusa de discuter du problème de Chypre ; une raison de cet échec était que les États-Unis, soucieux de ménager la Grande-Bretagne et la Turquie, n'avaient pas appuyé la demande grecque. Cette dernière fut répétée les trois années suivantes, mais sans plus de résultats.

### *Attentats nationalistes et répression britannique*

À la suite de cette déception, les nationalistes les plus ardents recoururent à la lutte armée. Soudainement, le 1er avril 1955, une série d'attentats à la bombe marqua l'entrée en scène de l'EOKA, l'Organisation nationale des combattants cypristes, mouvement clandestin dirigé par un officier grec d'origine cypriste, le colonel Georges Grivas, un fanatique, qui se révéla un maître de l'action terroriste. La « guerre de Chypre », qui dura jusqu'à la fin de 1958, n'a rien de comparable à la plupart des guerres « coloniales ». L'EOKA était une petite organisation, qui n'avait pas plus de deux à trois cents combattants à plein temps, dont quelques groupes implantés dans les montagnes de Chypre et les autres dans les villes. Ils agissaient par embuscades et surtout par attentats individuels – principalement contre des civils grecs soupçonnés d'être des « traîtres », mais aussi contre les policiers et contre les militaires britanniques. Quelques civils anglais et quelques Turcs furent également tués. Au total, l'EOKA tua environ cinq cents personnes et elle perdit soixante hommes. Elle bénéficia d'un large soutien parmi la communauté grecque.

Le gouvernement britannique répliqua en nommant comme gouverneur un militaire de haut rang, le maréchal Harding et en portant les forces de sécurité à quarante mille hommes. Une politique de répression fut appliquée : quadrillages, ratissages, couvre-feux, lois sévères contre les « terroristes », dont neuf furent pendus. En même temps, il est vrai, le gouverneur entreprit des négociations avec Mgr Makarios afin de trouver une solution pacifique, mais elles n'aboutirent pas et finalement le gouvernement de Londres, qui soupçonnait l'archevêque de complicité avec l'EOKA, le fit arrêter et déporter aux Seychelles (9 mars 1956). La « guerre » continua, sans que les forces britanniques, malgré des succès, parviennent à extirper l'EOKA ou à prendre son chef mort ou vif.

### *Hostilité croissante entre Cypristes grecs et turcs*

Entre temps, un autre facteur était venu compliquer le conflit : le « facteur turc », qui devait être le roc sur lequel les aspirations enosisistes se brisèrent. La communauté turque de Chypre était plus pauvre et moins évoluée que la grecque ; après 1945, ses dirigeants s'inquiétèrent de l'ampleur croissante de la campagne pour l'Enosis et craignirent d'être persécutés si celle-ci était réalisée. Ils demandèrent donc l'appui du gouvernement turc. Ce dernier ne s'émut pas d'abord, car il pensait que la Grande-Bretagne se maintiendrait à Chypre. Mais l'appel de la Grèce aux Nations unies en 1954 et la décision britannique de se retirer de la base de Suez le firent changer d'avis. Il s'inquiéta à la perspective que Chypre, proche de la seule partie de ses côtes qui s'ouvre sur une mer libre, tombât aux mains de la Grèce, son alliée en principe, mais dont il se méfiait. Il déclara donc que la Turquie n'accepterait jamais l'Enosis, en laissant entendre qu'il était prêt à s'y opposer par la force. En 1957, il devait réclamer le partage de l'île, bien que les deux communautés fussent fortement imbriquées et que les Turcs n'aient été en majorité dans aucune partie de l'île. Par ailleurs, une hostilité croissante opposait Grecs et Turcs, à Chypre et dans les deux pays. En 1955, de véritables pogroms frappèrent les Grecs d'Istanbul et d'Izmir. En 1958, des émeutes inter-communautaires éclatèrent à Chypre, faisant de nombreuses victimes et créant une menace d'hostilités entre la Grèce et la Turquie.

### *Proposition d'indépendance de Chypre*

Pourtant, une solution allait être trouvée peu de temps après. Le gouvernement britannique se rendait compte que la « guerre de Chypre » nuisait, dans l'opinion internationale, à l'image de l'Angleterre ; il savait qu'il pourrait éventuellement se trouver en difficulté aux Nations unies ; il s'inquiétait des sentiments hostiles aux Occidentaux que les événements de Chypre suscitaient en Grèce, et de la menace que le conflit gréco-turc ferait peser sur l'OTAN. De plus, après le fiasco de l'expédition de Suez (1956), l'importance militaire de Chypre pour la Grande-Bretagne diminua, car il était clair qu'elle ne pouvait plus agir seule, c'est-à-dire sans les États-Unis, au Moyen-Orient. En 1957, les dirigeants britanniques devinrent anxieux de régler le conflit. En mars, Mgr Makarios fut libéré, mais ne fut pas autorisé à revenir à Chypre. En 1958, un nouveau gouverneur, de tendance libérale, sir Hugh Foot, élaborait un plan de règlement, mais il fut repoussé par les Turcs ; le plan Macmillan, un peu différent, lui succéda, mais les Grecs le rejetèrent.

En fait, ce fut un changement de position de Mgr Makarios qui permit de sortir de l'impasse. Jusqu'alors, l'archevêque et ses partisans n'avaient pas pris au sérieux l'opposition à l'Enosis de la Turquie, dont ils pensaient qu'elle résultait de machinations britanniques. Les troubles inter-communautaires de l'été 1958 montrèrent qu'il fallait tenir compte des Turcs de Chypre et de la Turquie, cependant que les dirigeants grecs s'inquiétaient de l'hostilité croissante de leur opinion publique envers l'Angleterre et les États-Unis. En septembre 1958, Mgr Makarios déclara qu'il ne réclamerait plus l'Enosis et qu'il était prêt à accepter un statut d'indépendance pour Chypre, ce qui était acceptable pour la Turquie.

### *La république de Chypre est née*

Après des contacts préliminaires, les premiers ministres et les ministres des affaires étrangères de Grèce et de Turquie se rencontrèrent à Zürich en février 1959 et aboutirent à un accord. Puis ils se rendirent à Londres et ils obtinrent l'approbation du gouvernement britannique et de Mgr Makarios. D'après les traités signés le 19 février 1959, Chypre deviendrait d'ici un an une république indépendante, dont l'indépendance et l'intégrité seraient garanties conjointement par la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie – chacune de ces puissances ayant un droit d'intervention en cas de violation des traités. L'annexion de Chypre à un autre État, c'est-à-dire l'Enosis, et le partage étaient prohibés. Par ailleurs, la Grande-Bretagne conserverait deux grandes bases militaires, en pleine souveraineté, ce qu'elle a encore aujourd'hui.

Les accords de Zürich et de Londres ramenèrent la paix à Chypre et mirent fin au « premier » conflit, mais leur application ne fut pas facile et la rédaction de la constitution, dont ces accords avaient tracé les grandes lignes, donna lieu à de longues discussions. Malgré tout, la nouvelle république fut officiellement instituée en août 1960 et admise aux Nations unies. Elle avait un régime présidentiel, avec un président grec, Mgr Makarios bien entendu, et un vice-président turc, disposant d'un droit de veto, tous deux élus par leurs communautés respectives. Dans tous les domaines publics, de la Chambre des députés à la police, une structure communautaire fut établie, avec 70 % des postes allant aux Grecs, 30 % aux Turcs, alors qu'ils n'étaient que 18 % de la population de l'île. Les Cypriotes grecs avaient obtenu la fin de la domination britannique, mais ils n'avaient pas réalisé leur rêve d'union avec la Grèce.

### *Le « second » conflit de Chypre : intervention des Nations unies*

Le règlement de 1959-1960 ne fut pas durable et son effondrement entraîna un « second » conflit de Chypre, qui n'est pas encore terminé. En effet, le système imaginé en 1959 ne fonctionna pas de façon satisfaisante, car il exigeait de la confiance entre les deux communautés, alors qu'une profonde méfiance les séparait. Les Turcs soupçonnaient les Grecs de toujours souhaiter l'Enosis

et ne montrèrent aucun esprit de coopération. Le veto du vice-président paralysa à plusieurs reprises le gouvernement ; le système de municipalités séparées dans les villes, que les Turcs avaient exigé, en rendit l'administration quasi-impossible.

Mgr Makarios se résolut donc, en 1963, à rechercher une révision de la constitution, afin notamment de réduire les privilèges exorbitants dont jouissait la minorité turque. Mais les Turcs préparèrent leur riposte et des troubles sanglants éclatèrent à Noël 1963 et au début de 1964, cependant que la Turquie menaçait d'intervenir militairement. Ce furent les troupes britanniques qui, à la demande de l'archevêque, séparèrent les combattants, jusqu'à l'arrivée d'une force de maintien de la paix envoyée par les Nations unies (UNFICYP), laquelle, trente-huit ans plus tard, reste stationnée dans l'île. Les Nations unies dépêchèrent aussi un médiateur, mais le rapport de ce dernier, qui se prononçait en faveur de l'indépendance et de l'unité de Chypre, fut rejeté par le gouvernement turc.

Les années suivantes furent marquées par de nombreux heurts entre Grecs et Turcs, en 1967 notamment, et surtout par une opposition croissante contre Mgr Makarios, de la part des nationalistes grecs les plus extrêmes, lesquels étaient encouragés par le « régime des colonels » qui régnait en Grèce depuis 1967. En 1971, Grivas revint à Chypre et son EOKA B, c'est-à-dire la seconde EOKA, entreprit une nouvelle campagne pour l'Enosis. Il devait mourir d'un malaise cardiaque en janvier 1974, mais peu après une crise extrêmement grave éclata, laquelle créa à Chypre une situation nouvelle, qui dure encore.

### *Débarquement turc dans le nord de l'île*

Le 15 juillet 1974, les partisans de l'Enosis lancèrent un putsch contre Mgr Makarios et s'emparèrent du pouvoir, mais l'archevêque échappa à la mort et put quitter Chypre. La Turquie réagit immédiatement par l'opération Attila, laquelle mérite bien son nom, vu les atrocités qui l'accompagnèrent, c'est-à-dire le débarquement d'une forte armée qui occupa rapidement tout le Nord de Chypre – près de 40 % de sa superficie totale. Les habitants grecs de cette région s'enfuirent en masse – au nombre de cent quatre-vingt mille –, mais il y eut plus d'un millier de « disparus » parmi les civils, certainement tués par les Turcs. Quant aux Turcs de Chypre, ils se regroupèrent dans la zone nord. Un effet collatéral important fut la chute des colonels et le rétablissement de la démocratie en Grèce.

Mais à Chypre, c'était la catastrophe, bien que la république ait survécu dans la partie grecque ; Mgr Makarios reprit la présidence jusqu'à sa mort en 1977 et ses successeurs ont été des « civils ». Mais l'île se trouvait partagée en deux secteurs, séparés par un « mur », que garde la force des Nations unies et que seuls les étrangers peuvent en fait franchir. Avec ses barbelés et miradors, la « ligne verte » passe en plein cœur de la capitale, Nicosie. Dans la zone turque, en plus d'une forte garnison, trente mille « colons » venus d'Anatolie, ont été installés. Le patrimoine culturel et religieux grec a été l'objet de vandalisme et de profanation, icônes et fresques étant vendues à l'étranger. En 1983, la République turque du Nord de Chypre a été proclamée, mais elle n'est reconnue par aucun État, à l'exception de la Turquie.

La situation créée par l'invasion turque de 1974 perdure encore en 2002. Ce n'est pas faute, il est vrai, de tentatives multiples pour résoudre le conflit et de multiples négociations, qu'il serait fastidieux d'énumérer. Négociations entre les dirigeants des deux entités qui se partagent Chypre ou bien entre les gouvernements grec et turc, tantôt directes, tantôt sous les auspices des Nations unies, lesquelles ont adopté maintes résolutions condamnant la situation actuelle. Les États-Unis ont également tenté de rapprocher les antagonistes, mais sans exercer une forte pression sur la Turquie. Mais toutes ces tentatives ont échoué. Les Turcs acceptent une réunification de l'île, mais seulement sous forme d'une confédération très lâche entre la partie grecque et la partie turque, ce qui est en fait, la reconnaissance du statu quo ; les Cypriotes grecs demandent une véritable fédération. L'intransigeance du leader des Cypriotes turcs, R. Denktash, est notoire.

### *Un espoir avec la candidature de Chypre à l'Union européenne ?*

Les choses seraient donc totalement bloquées, s'il n'y avait pas un facteur nouveau : la république de Chypre est l'un des treize pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne, et elle est même la plus qualifiée sur le plan économique. En effet, malgré les pertes de territoires, le partage, le fardeau des réfugiés, la zone grecque a connu depuis un quart de siècle une croissance économique rapide ; l'essor du tourisme y a contribué et Chypre est aussi devenue une grande place financière grâce, notamment, à la guerre civile au Liban. En conséquence, le produit intérieur brut, par tête d'habitant, à parité de pouvoir d'achat, a été en 2001 de 20 400 dollars, contre 23 200 en moyenne pour l'Union européenne ; il est très supérieur à celui des autres pays candidats. Normalement, la république de Chypre devrait être l'un des premiers nouveaux membres de l'Union.

Les optimistes pensent que des dirigeants du nord de Chypre, qui reste très pauvre, devraient être séduits par cette perspective « européenne ». D'autre part, la Turquie est, elle aussi, candidate à l'admission dans l'Union européenne et la Grèce, qui en est membre, pourrait exercer un veto contre cette admission. Néanmoins, en cas d'adhésion de la république de Chypre à l'Union européenne, on ne peut exclure une réaction violente de la part de la Turquie, dont la situation économique et politique est actuellement fort instable, dont les chefs militaires surveillent de près le gouvernement, où l'islamisme a progressé. N'oublions pas non plus que Chypre est toute proche du Moyen-Orient et de ses points chauds. En tout cas, le « second conflit » de Chypre, qui oppose Cypriotes grecs et Cypriotes turcs, et dernièrement Grèce et Turquie, aura duré beaucoup plus longtemps que le premier conflit, qui était « colonial », et il n'est pas résolu.

François Crouzet

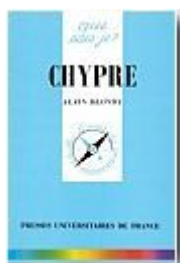
Septembre 2002

Copyright Clio 2009 - Tous droits réservés

## Bibliographie



La déchirure chypriote : géopolitique d'une île divisée  
Pierre Blanc  
Histoire et perspectives méditerranéennes  
*L'Harmattan, Paris, 2000*



Chypre  
Alain Blondy  
Que sais-je ?  
*Presses Universitaires de France, Paris, 1998*



Le Conflit de Chypre, 1946-1959  
François Crouzet  
*Bruylant, Bruxelles, 1973*



Chypre en Europe  
Jean-François Drevet  
Histoire et perspectives méditerranéennes  
*L'Harmattan, Paris, 2000*



Histoire de Chypre  
A. Emilianides  
Que sais-je ?  
*PUF, Paris, 1982*